DECRET N° 85-216 du 4 Juin 1985

fixant les Conditions d'Organisation et
de Concession de l'Entrepôt Spécial.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les lois constitutionnelles qui l'ont modifiée,
- VU le décret n° 84-322 du 3 août 1984 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,
- VU le décret N° 76-46 du 19 février 1976 déterminant les Services Rattachés à la Présidence de la République et fixant les attributions des membres du Gouvernement,
- VU l'ordonnance N° 54/PR/MEAP/DD du 21 Novembre 1966 portant Code des Douanes notamment ses Articles 155, 156 et 158 et les textes modificatifs subséquents,
- VU le décret N° 378/PR/MEAP/DD du 26 Octobre 1967 fixant les conditions d'application du régime général des acquits à caution et des régimes douaniers économiques notamment ses articles 30 et 31,
- SUR proposition du Ministre des Finances et de l'Economie,
- LE Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu en sa séance du 22 Mai 1985,

DECRETE :

TITRE I

DU REGIME DE L'ENTREPOT SPECIAL : PROCEDURE D'OUVERTURE ET GESTION.

Article 1er. - L'Entrepôt Spécial est ouvert :

- a.- Aux marchandises dont la présence dans l'entrepôt réel présente des dangers ou est susceptible d'altérer la qualité des autres produits.
- b.- Aux marchandises dont la conservation exige des installations spéciales.

Article 2. - L'autorisation d'ouvrir un entrepôt spécial est accordée par le Directeur des Douanes et Droits Indirects.

Cette autorisation détermine les conditions de fonctionnement de l'entrepôt et la façon dont les marchandises sont alloties.

L'emplacement, la construction et l'aménagement des locaux à usage d'entrepôt spécial doivent être agréés par le Directeur des Douanes et Droits Indirects.

Article 3.- L'exploitant de l'entrepôt spécial peut être le propriétaire ou un locataire.

Toutefois la gestion de l'entrepôt spécial est sous la responsabilité exclusive du bénéficiaire de l'autorisation d'ouverture vis-à-vis de l'Administration des Douanes.

Article 4.- Sauf dérogations spéciales prévues dans l'autorisation d'ouverture en raison de la nature des produits, l'entrepôt spécial comporte :

- a.- L'installation à titre graduit de corps de garde, des bureaux et des logements réservés aux Agents des Douanes.
- b.- La souscription par le concessionnaire d'une soumission cautionnée portant engagement de payer les frais d'exercice, de pourvoir au logement des agents soit en nature en dehors de l'enceinte de l'entrepôt soit au moyen d'une indemnité correspondant au montant du loyer en rapport avec le grade des agents.
- c.- Les dépenses de construction, d'équipement de réparation et d'entretien sont à la charge du concessionnaire.
- d.- Les installations devant abriter l'entrepôt spécial et les bureaux des Douanes doivent être situées en cas de nécessité dans la zone portuaire sur accord du Ministre des Finances et de l'Economie, et du Ministre chargé des Transports.

Article 5.- Les frais d'exercice de l'entrepôt spécial sont à la charge du concessionnaire.

TITRE II

MARCHANDISES ADMISSIBLES

Article 6.- Sont admissibles en entrepôt spécial :

- a.- A l'importation :
 - les marchandises conservées par un procédé frigorifique.
 - les tabacs, les nitrates de soude, les produits pétroliers.
 - tous produits dangereux nécessitant des précautions spéciales de conservation.
- b.- A l'exportation
 - les marchandises provenant du marché intérieur.
 - les produits d'origine nationale.
- c.- Les marchandises provenant du marché intérieur ou d'origine locale non destinées à l'exportation, répondent aux conditions de l'Article N° 1 alinéa b.

d.- Toutefois les marchandises visées au paragraphe "o" ci-dessus ne feront pas l'objet de dépôt de déclaration en Douane. Il sera ouvert dans l'entrepôt un registre par dépositaire où seront inscrits les mouvements des marchandises.

- TITRE III

EFFETS DE L'ENTREPOT SPECIAL

Article 7.- Les dispositions de l'Article 161 du Code des Douanes sont applicables à l'entrepôt spécial pour le séjour et les manipulations des marchandises.

Toutefois les dispositions de l'alinéa 4 de l'Article 156 du Code des Douanes restent applicables même en cas de vol ou de sinistre lorsque l'Entrepôt Spécial est placé sous la surveillance permanente du Service des Douanes.

Article 8.- L'entrepôt spécial peut être placé sous la surveillance permanente du Service des Douanes.

Dans ce cas toutes les issues de l'entrepôt sont fermées à deux clés différentes dont l'une est détenue par les agents des Douanes et l'autre par l'exploitant ou le concessionnaire.

Article 9.- Le délai de séjour des marchandises en entrepôt spécial est fixé par le Directeur des Douanes et Droits Indirects dans les limites de la durée fixée par l'Article 160 du Code des Douanes selon la nature des produits.

Article 10.- A la sortie de l'entrepôt spécial, les marchandises peuvent recevoir toutes les destinations sauf dispositions contraires prévues par les textes qui ont accordé l'ouverture.

Article 11.- Les manipulations autorisées en entrepôt spécial sont les suivantes :

- Examen, inventaire et échantillonnage ;
- Réparation à la suite d'avaries survenues au cours du transport ou de stockage pour autant qu'il s'agisse d'opérations élémentaires ;
- Nettoyage, élimination de parties avariées ;
- Apposition sur les marchandises ou sur leurs emballages de marques de cachets, d'étiquettes ou d'autres signes distinctifs similaires à condition que cette apposition ne soit susceptible de conférer aux marchandises une origine apparente différente de leur origine réelle.
- Toutes manipulations destinées à assurer la conservation en l'état des marchandises pendant leur stockage telle que aération, réfrigération, congélation, addition de moyen de conservation, le reconditionnement, etc...

Article 12.-

a.- Les entrepositaires qui veulent procéder à une manipulation autorisée, doivent en faire la demande au Service des Douanes qui apprécie les conditions dans lesquelles doit être exercée la surveillance des opérations.

b.- Les marchandises manipulées sont prises en charge selon la quantité et l'espèce reconnues après manipulation.
Les déchets inutilisables sont alloués en franchise. Ceux susceptibles d'utilisation sont pris en charge au compte de l'entrepôt.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13.- Les infractions aux dispositions de l'article 7 du présent décret sont réprimées conformément aux dispositions du Code des Douanes.

Article 14.- Le Ministre des Finances et de l'Economie, le Ministre de l'Equipement et des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Cotonou, le 4 Juin 1985

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du
Conseil Exécutif National,

Le Ministre des Finances
et de l'Economie,

Mathieu KERIKOU
Le Ministre de l'Equipement
et des Transports,

Hospice ANTONIO

Girigissou GADO

Ampliations : PR 6 SA/CC 4 ANR 2 CPC 4 PPC 2 SGCEN 4 SPD 2 MFE 4
NET 4 DCCT-ONEPI-GDE CHANC. 3 DB 2 DDDI 8 PREFETS 6 CCIB 4 CAA 4
DI 4 AUTRES MINISTERES 13 JORPB 1.-